

**PRESS RELEASE**



**COMMUNIQUÉ**

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

CANADA

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

no 15

POUR DIFFUSION IMMEDIATE  
le 7 mars 1969

**COLLOQUE SUR LES RELATIONS DU CANADA  
AVEC L'AMÉRIQUE LATINE**

---

Le communiqué ci-joint de l'Institut canadien des affaires internationales et les avant-propos que prononcera Monsieur Mitchell Sharp, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au colloque sur les relations du Canada avec l'Amérique latine ont été publiés aujourd'hui à Toronto.

Les présidents du colloque, Monsieur Gordon Hawkins, le Professeur Paul Painchaud et Monsieur Sharp, rencontreront les journalistes au Guild Inn, samedi le 8 mars à 18:00 heures.

Les délibérations du colloque porteront sur une série de communications, les unes préparées par des fonctionnaires du Gouvernement, les autres par des particuliers qui participent au colloque. Ces documents seront disponibles. Les journalistes auront également l'occasion de s'entretenir avec tout autre participant au colloque qui voudra bien se faire interviewer.

# CANADIAN INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS

EDGAR TARR HOUSE

230 BLOOR STREET WEST, TORONTO 5

POUR DIFFUSION IMMEDIATE  
le 7 mars 1969

COLLOQUE SUR LES RELATIONS DU CANADA  
AVEC L'AMERIQUE LATINE - du 7 au 9  
MARS 1969

---

L'I.C.A.I. continue sa politique de favoriser les discussions publiques et privées sur divers aspects de la révision qui a maintenant lieu de la politique extérieure du Canada. Monsieur Gordon Hawkins, Directeur exécutif de L'I.C.A.I., a annoncé aujourd'hui que l'Institut, en collaboration avec le Ministère des Affaires extérieures et en consultation avec les personnalités et les organismes intéressés à cette région, a pris à sa charge l'organisation d'un colloque sur les relations du Canada avec l'Amérique latine. Le colloque a lieu de vendredi le 7 mars à dimanche, le 9, au Guild Inn de Scarborough, Ontario.

Une série de courts documents de travail ont été préparés par des membres du Ministère des Affaires extérieures et par des personnalités non-gouvernementales qui doivent participer au colloque. Parmi les sujets de discussion: L'importance, pour le Canada, de l'Amérique latine par rapport à d'autres parties du monde; Les relations du Canada avec l'Amérique latine devraient-elles être bilatérales ou multilatérales, ou ne devraient-elles pas être dirigées directement vers des groupements régionaux?; Quels seraient les moyens pour le Canada de renforcer ses relations commerciales et économiques avec l'Amérique latine?; Comment le Canada pourrait-il renforcer ses relations culturelles avec l'Amérique latine? Quels devraient être le niveau et la nature de l'aide canadienne au développement de l'Amérique latine? Quels seraient les moyens d'améliorer l'information sur le Canada en Amérique latine et sur l'Amérique latine au Canada? Quel rôle sont appelés à jouer les organismes non-gouvernementaux au développement des relations avec l'Amérique latine et en quoi le gouvernement pourrait-il favoriser ce rôle? Sur quoi devrait se baser à longue échéance la politique du Canada vis-à-vis

l'Amérique latine?

Les personnalités suivantes ont accepté l'invitation de l'I.C.A.I. à participer au colloque:

- Professeur Paul Bouchard: Directeur du Département des études ibériques, Université Laval
- Professeur Francis Bregha: Département du service social, Université de Toronto
- Professeur Irving Brecher: Directeur, centre pour le développement des études régionales, Université McGill
- Professeur Paul-Yves Denis: Département de géographie, Université Laval
- Monsieur Jeffrey Frost: Brazilian Light and Power Company Limited, 25 ouest rue King, Toronto 1.
- Monsieur Jacques Garneau: Association des universités et collèges du Canada, Ottawa.
- Monsieur John Harbron: Rédacteur adjoint, "The Telegram", Toronto.
- Monsieur Arthur Irwin: Editeur, Victoria Daily Times, Victoria, B. C.
- Professeur D. Jones: Président, Programme des études latino-américaines, Université de Calgary.
- Monsieur Devin Le Morvan: Directeur des programmes, Institut international Coady, Université St. François-Xavier.
- Professeur Kurt Levy: Co-président, Département des études italiennes et ibériques, Université de Toronto.

- Monsieur André Mailhot: Centre de la documentation  
et des stages,  
S.U.C.O.,  
333 Queen Mary Road,  
Montréal.
- Mme Delores MacFarlane: Commentatrice et rédactrice,  
Affaires publiques,  
Radio-Canada,  
Edmonton, Alberta.
- Professeur J. M. McKegney: Département des langues classiques  
et romanes,  
Université de Waterloo.
- Professeur Jack Oglesby: Département d'Histoire,  
Université de Western Ontario.
- Monsieur John S. B. Shaw: Gérant régional,  
Département des ventes à  
l'Amérique latine,  
DeHavilland Aircraft of Canada  
Ltd.,  
Downsview, Ontario.
- Monsieur John Sokol: Institut canadien des affaires  
internationales
- Professeur Harold A. Wood: Département de Géographie,  
Université McMaster,  
Hamilton.

Les co-présidents du colloque sont: Monsieur  
Gordon Hawkins, Directeur exécutif de l'Institut canadien  
des affaires internationales, le Professeur Paul Painchaud,  
Département des sciences politiques de l'Université Laval  
et directeur pour le Québec de l'Institut canadien des Affaires  
internationales.

Je tiens à remercier le président de me fournir l'occasion de vous dire quelques mots à l'ouverture de ce colloque sur les relations avec l'Amérique latine. D'après moi, le colloque est constitué de quatre éléments. Il y a d'abord l'Institut canadien des affaires internationales, qui l'a convoqué et qui a élaboré le programme d'étude. Il y a ensuite les universitaires, les hommes d'affaires et d'autres personnes des milieux extérieurs au monde gouvernemental. Ils ont été choisis par l'Institut, conseillé en cela par d'autres organisations. Le troisième élément est constitué des fonctionnaires de notre ministère qui ont des responsabilités particulières en matière de relations avec l'Amérique latine ou qui, de façon générale, s'intéressent à la révision actuelle de notre politique étrangère, et cela comprend nos ambassadeurs au Mexique et à Cuba. Enfin, et ce ne sont pas les moindres, il y a les représentants des autres ministères et des autres institutions de l'Etat qui s'intéressent tout spécialement aux questions latino-américaines. Ainsi, sous l'arbre des conseils fourni par l'Institut, des fonctionnaires d'un bon nombre de ministères et d'institutions gouvernementales ont pris place en compagnie d'universitaires et d'autres savants citoyens en vue d'entretiens qui, je l'espère, seront utiles.

Quand le Gouvernement a décidé d'entreprendre une révision fondamentale de sa politique étrangère, il l'a fait à cause des changements profonds qui sont survenus au Canada et dans le monde qui nous entoure au cours des dernières années. Nous voulons nous assurer que la politique étrangère du Canada s'adapte à la situation où se trouvent aujourd'hui les Canadiens, que notre politique étrangère serve efficacement les intérêts actuels, les objectifs et les priorités du Canada et qu'elle nous permette de contribuer efficacement à la stabilité et à la prospérité mondiales. En prenant des décisions sur ces questions, nous voulons profiter du plus large éventail possible de consultations avec des personnes et des organisations non-gouvernementales renseignées et qui s'intéressent à ces questions.

Comme vous le savez, la révision de la politique étrangère porte sur une foule de secteurs autres que celui de l'Amérique latine. Plus tôt cette année, prenant la parole au cours d'un colloque sur les relations du Canada avec l'Europe, j'ai dit que nous espérions convoquer une réunion semblable pour l'examen des relations du Canada avec l'Amérique latine. Eh bien, nous y sommes!

La plupart des fonctionnaires qui sont ici présents aujourd'hui font partie du groupe d'étude spécial sur les relations avec l'Amérique latine et ils étaient membres de la mission ministérielle qui a visité neuf pays de l'Amérique latine vers la fin de l'année dernière. J'ai eu l'honneur

de diriger cette mission et, comme tous ceux qui y ont participé j'ai trouvé cette tournée stimulante et encourageante. Nous avons fait la preuve que le Canada désire se rapprocher des pays de l'Amérique latine; nous avons eu des entretiens extrêmement précieux avec des dirigeants de l'Amérique latine sur des questions d'un intérêt commun, questions qui nous touchent mutuellement ou qui sont tout simplement du domaine général des affaires internationales; et nous avons pu explorer un grand nombre de possibilités liées à l'établissement de relations plus étroites entre le Canada et l'Amérique latine dans des secteurs importants comme la politique, l'économie et la culture.

Il y a un peu plus d'un mois, le rapport préliminaire de la mission ministérielle a été déposé au Parlement. Je crois savoir que vous avez des exemplaires de ce rapport et que tous ceux qui s'intéressent aux affaires d'Amérique latine peuvent en obtenir. Le groupe de travail sur l'Amérique latine prépare actuellement un rapport dans lequel il fera des recommandations au gouvernement. On peut s'attendre à ce que les consultations que nous entamons aujourd'hui exercent un effet direct sur ces recommandations.

Dans notre examen de nos relations avec l'Amérique latine, nous partons de l'idée que c'est là une partie du monde avec laquelle le Canada devrait avoir des relations plus étroites que par le passé. Nous croyons que les deux parties y auraient intérêt. Pour nous, cela pourrait se traduire par une nouvelle dimension conférée à nos relations étrangères, par un élargissement de la base extérieure sur laquelle repose notre identité nationale et par un raffermissement de notre position dans les conseils internationaux. Nous pourrions aussi en tirer des profits d'ordre économique et nous aurions là l'occasion d'enrichir notre vie culturelle. Il ne m'appartient pas de dire quels avantages les pays de l'Amérique latine retireraient d'un resserrement des liens qui les rattachent au Canada mais il est à présumer qu'eux aussi en bénéficieraient du point de vue politique, économique et culturel.

Définir les intérêts canadiens en Amérique latine, c'est vous exposer des faits qui vous apparaissent évidents et que vous connaissez bien. Il y a de gros investissements canadiens dans plusieurs des pays d'Amérique latine et le commerce canadien avec cette région, bien que ne représentant qu'une très petite partie de notre commerce global, a fortement augmenté ces dernières années. On trouve un nombre assez considérable de Canadiens résidant à demeure dans plusieurs pays d'Amérique latine. Il s'agit surtout d'hommes d'affaires, de banquiers et de travailleurs bénévoles tant laques que

religieux. Mais notre plus grand intérêt réside dans la population de ces pays en tant que voisins qui partagent avec nous un héritage européen commun.

Il n'est pas tout à fait aussi facile de définir les objectifs canadiens en Amérique latine. L'un des buts principaux de la mission ministérielle était d'aider le gouvernement à préciser dans quelle mesure il était réellement possible de consolider nos relations avec cette région et les meilleurs moyens d'y parvenir. De même, une partie de notre tâche, pendant le présent colloque, consistera à étudier ce que devraient être les buts du Canada en Amérique latine sur le plan de la politique générale et en fonction des mesures concrètes qu'on pourrait utilement prendre à court terme.

En me bornant à l'aspect de politique générale, je pourrais fournir un point de départ à la discussion en indiquant ce qui me paraît être des principes importants en vue de l'élaboration d'une nouvelle politique canadienne plus efficace vis-à-vis de l'Amérique latine.

Premièrement, des relations plus étroites, qu'elles soient bilatérales avec un seul pays d'Amérique latine ou multilatérales avec la totalité ou un groupe d'entre eux, ne pourront s'épanouir que si elles reposent solidement sur l'intérêt national des deux parties.

Deuxièmement, des relations plus étroites devront dans une large mesure se situer au niveau des gouvernements, mais pas exclusivement puisque plus elles s'étendront aux intérêts spontanés et entreprenants des institutions et des groupes privés, plus elles seront profondes et solides.

Troisièmement, chaque partie devrait rechercher chez l'autre les éléments particuliers qu'elle peut fournir de la façon la plus caractéristique, assurant ainsi des échanges mutuellement profitables fondés sur un choix judicieux.

En examinant les recommandations visant à améliorer nos relations avec l'Amérique latine, le gouvernement ne doit pas perdre de vue la priorité à accorder à cet aspect de notre politique étrangère, compte tenu des ressources financières dont nous disposons en cette période de restrictions budgétaires.

Si, en ce qui concerne ses relations avec l'Amérique latine, ou avec tout autre territoire dans lequel il exerce une activité officielle, le gouvernement décide de suivre

une ligne de conduite ou d'adopter des programmes dont la bonne exécution exige des ressources financières ou humaines, celles-ci devront être fournies. L'examen de nos relations actuelles avec l'Amérique latine, et de ce qu'elles peuvent devenir, nous indique, en particulier à court terme, qu'il y a moyen de les améliorer facilement dans certains cas. Je peux vous assurer que le gouvernement étudiera avec soin et selon sa valeur toute proposition formulée à ce sujet.

J'attends avec plaisir les délibérations du présent colloque, ainsi que les consultations qui y feront suite sur cet aspect de notre politique extérieure, de même que sur les autres. Dans très peu de temps, par exemple j'espère participer à un colloque semblable à celui-ci sur les questions qui se rattachent aux Nations Unies. Si, au terme du présent colloque, il se révèle un désir général de poursuivre le dialogue sur l'Amérique latine, je suis certain que le dialogue pourrait se faire avec la collaboration de l'Institut canadien des Affaires internationales.

Je ne saurais trop insister sur la valeur que les ministres attachent aux opinions et aux suggestions qu'ils reçoivent non seulement de leurs experts-conseils mais aussi des particuliers intéressés par ces questions. Les conseils que nous recevons ainsi du public nous parviennent de diverses façons, par exemple au cours de réunions comme celle-ci, ou bien dans des interviews publiques ou des lettres. Plus particulièrement, le Comité parlementaire sur les Affaires extérieures et la Défense entendra des témoignages sur nos relations avec l'Amérique latine, le moment venu, comme il le fait actuellement pour notre politique à l'égard de l'OTAN. J'espère que ce n'est que le début d'un processus qui, au cours des mois et des années à venir, créera une ambiance propice à la conduite rationnelle et constructive de nos relations avec l'Amérique latine.